

PROVINCE DE QUÉBEC
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

RÈGLEMENT NUMÉRO 113

(tel que modifié par les règlements 113-1 et 113-2)

**RÈGLEMENT SUR LA DÉLÉGATION DU POUVOIR D'AUTORISER
DES DÉPENSES ET DE CONCLURE DES CONTRATS**

1 Délégation

Le conseil délègue aux gestionnaires désignés au présent règlement, quant aux crédits dont la gestion leur incombe, le pouvoir d'autoriser des dépenses et de conclure des contrats en conséquence au nom de la Société et ce, aux conditions suivantes :

- a) que la dépense n'engage pas le crédit de la Société au-delà de l'exercice financier en cours;
- b) que le gestionnaire désigné ait vérifié la disponibilité des crédits suffisants pour les fins auxquelles la dépense est projetée, préalablement à son autorisation et conformément à tout règlement ou politique adoptée par la Société à cet égard;
- c) que ce pouvoir soit exercé conformément à la Loi et à toute politique du conseil d'administration ainsi qu'à toute directive du directeur général;
- d) que la dépense soit indiquée à même la liste des déboursés déposée lors d'une séance du conseil d'administration.

2 Désignation des gestionnaires

Le pouvoir d'autoriser des dépenses et de conclure des contrats en conséquence au nom de la Société est délégué aux gestionnaires suivants pour le montant maximal indiqué en regard de chacun d'eux, incluant les taxes.

2.1 Acquisition de biens (approvisionnement)

- a) Directeur : 5 000 \$
- b) Contremaître à l'entretien, uniquement pour l'acquisition de pièces requises pour l'opération et le maintien du parc d'autobus : 20 000 \$

- c) c) Directeur général ou, en son absence, l'adjoint au directeur général : 25 000 \$

2.2 Contrat de services (à l'exclusion des services professionnels)

- a) Directeur : 5 000 \$
- b) Contremaître à l'entretien : 10 000 \$
- c) Directeur général ou, en son absence, l'adjoint au directeur général : 25 000 \$

2.3 Contrat pour services professionnels

- a) Directeur : 5 000 \$
- b) Trésorier : 10 000 \$
- c) Directeur général ou, en son absence, l'adjoint au directeur général : 25 000 \$

2.4 Dépenses supplémentaires reliées à un contrat adjudgé par le conseil d'administration

Le trésorier (10 000 \$) et le directeur général (25 000 \$) sont autorisés à modifier un contrat accordé par le conseil d'administration dans la mesure où cette modification constitue un accessoire à celui-ci, n'en change pas la nature et est financée à même des crédits déjà votés.

Cette délégation ne peut cependant être exercée que jusqu'à concurrence du moins élevé des deux montants suivants :

- 10 % du prix du contrat tel qu'adjudgé initialement;
- le montant maximal prévu au premier alinéa du présent article.

Le trésorier doit déposer trimestriellement au conseil d'administration un rapport sur les dépassements de coûts ainsi autorisés.

2.5 Autorisation de temps supplémentaire et embauche d'employés temporaires

Le pouvoir d'autoriser du temps supplémentaire ou d'engager de façon temporaire un gestionnaire ou employé et d'autoriser une dépense à cette fin est délégué au directeur général, à l'adjoint au directeur général, à un directeur, à un superviseur ou au contremaître à l'entretien et ce, aux conditions suivantes :

- a) que l'engagement ne confère au gestionnaire ou employé engagé qu'un statut d'employé temporaire;

- b) que la Société dispose des sommes utiles à cette fin au budget du service concerné.

Le conseil délègue également au directeur général conformément au Recueil des politiques et directives applicables aux cadres, cadres intermédiaires, gestionnaires de premier niveau et professionnels non-syndiqués, le pouvoir de fixer les salaires du personnel-cadre et des professionnels non syndiqués à l'intérieur des barèmes de rémunération (échelle de traitement) fixés, de temps à autre, par résolution du conseil, à l'exception du salaire du directeur général, du secrétaire-trésorier et du trésorier de la Société.

2.6 Règlement hors Cour

- a) Trésorier ou conseiller en relations de travail : 2 000 \$
- b) Adjoint au directeur général : 5 000 \$
- c) Directeur général : 10 000 \$

Les montants relatifs aux griefs collectifs déposés par plusieurs employés concernant une même cause doivent être cumulés et ne peuvent être considérés individuellement aux fins de l'application de cette délégation de pouvoir.

2.7 Urgence

Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, à perturber sérieusement le service de transport en commun ou à détériorer sérieusement les équipements de la Société ou à nuire sérieusement à son fonctionnement, un directeur de service peut accorder tout contrat nécessaire pour pallier à cette situation, dans la mesure où la dépense projetée est inférieure à 25 000 \$. Le présent article n'a pas pour effet de restreindre, de quelque façon que ce soit, les pouvoirs déjà conférés au directeur général ou, en son absence, à l'adjoint au directeur général par le présent règlement.

2.8 Autres

Tout contrat ou dépense non expressément mentionnée aux articles précédents peut être engagée par le directeur général, dans la mesure où cette dépense n'excède pas 25 000 \$.

2.9 Comité de sélection et système de pondération et d'évaluation des offres

Le conseil d'administration délègue au directeur général ou, en son absence, à la directrice des finances :

- a) Le pouvoir de former un comité de sélection et d'en désigner les membres (incluant des substituts), en application des dispositions de la Section II du

Chapitre II de la Loi sur les sociétés de transport en commun ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 100 de cette loi;

- b) La détermination de l'ensemble des paramètres liés à l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres établi conformément à la Loi sur les sociétés de transport en commun, notamment la décision de choisir d'utiliser un tel système, le choix des critères, le nombre de points par critère, l'échelle d'attribution, la formule utilisée, le cas échéant, etc.

3 Autres règlements

Le présent règlement remplace toutes dispositions incompatibles ou inconciliables contenues dans quelques règlements ou résolutions antérieurement adoptées par le conseil d'administration de la Société de transport de Lévis portant sur le même objet.

4 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le quinzième (15^e) jour qui suit la date de sa publication.

Le présent règlement s'applique aux personnes de l'un ou l'autre sexe, quel que soit le genre utilisé dans le texte.

Adopté le 17 février 2011 par la résolution 2011-033;

Modifié par les règlements 113-1 (résolution 2013-148, le 19 septembre 2013) et 113-2 (résolution 2018-021, le 22 février 2018).